

RECOMMANDATION POUR UNE AUGMENTATION DES SALAIRES DE 2,2 %

La FRBTP ne signe pas mais la grève évitée

En conflit avec la Capeb, la FRBTP a décidé hier soir de ne pas signer l'accord salarial dans le BTP portant sur une augmentation de 2,2% au 1^{er} mars. La fédération va néanmoins adresser une recommandation patronale à ses adhérents pour leur demander d'appliquer la même hausse à la même date. Les syndicats de salariés, qui avaient menacé de déclencher une grève à partir de ce matin, ne passeront pas à l'action.

Le spectre de 2016 s'est dissipé hier soir. Il y a trois ans, huit jours de grève avaient été nécessaires à la signature d'un accord salarial dans le BTP réunionnais. Le personnel du secteur avait bénéficié d'une hausse de 1,9% en trois temps, soit 1% en moyenne annuelle. Cette année, l'augmentation atteint 2,2% au 1^{er} mars, soit

1,8% sur l'année. La Capeb (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises de bâtiment) avait signé le 27 mars. La FRBTP (Fédération réunionnaise du bâtiment et des travaux publics) a mis une semaine de plus à se décider.

Pas d'obligation

Comme l'an passé, son conseil d'administration a finalement choisi hier soir de ne pas ratifier l'accord salarial mais d'adresser à ses adhérents (« 91% des salariés des entreprises syndiquées » affirme la fédération) une recommandation patronale d'augmentation de 2,2% au 1^{er} mars, soit le même schéma que l'accord ratifié par la Capeb. Seule différence : les membres de la FRBTP ont la liberté de ne pas appliquer cette recommandation. Vu le climat social, c'est néanmoins peu probable. Au moins dans les grosses entreprises.

Lundi, l'intersyndicale du BTP avait qualifié de « provocation » l'attitude de la fédération patronale de vouloir signer un accord en dessous de l'inflation (1,7% hors tabac en 2018), chose « jamais » arrivée par le passé.

Apprenant la réunion du conseil d'administration de la FRBTP ce mercredi soir, le secrétaire général de la CGTR BTP, Jacky Balmine, par ailleurs salarié de GTOI avait brandi la menace : « j'arrêterai de travailler à la minute qui suit la réponse si elle est négative ». Dans son viseur : l'ensemble des adhérents de la FRBTP... et donc le chantier de la nouvelle route du Littoral. Les autres syndicats étaient prêts, eux aussi, à entrer dans un conflit.

Ces arguments ont-ils fait mouche ? Toujours est-il que la FRBTP, qui s'était engagée la semaine dernière sur une hausse limitée à 1,8% au 1^{er} mars, a mis hier soir les 0,4 point manquants sur la table. Les débats se sont éternisés mais ils ont débouché peu après 21h30 sur un résultat allant dans le sens de la demande des syndicats

de salariés. Dans un communiqué, la FRBTP rappelle avoir signé ces 17 dernières années 15 accords de NAO dont 9 en l'absence de la Capeb, avec au bout du compte des augmentations de salaires cumulées depuis 2001 de 48% alors que l'inflation n'était que de 27% sur la même période.

« Chantage »

Selon la fédération, la Capeb a choisi de signer seule avec les syndicats de salariés faute d'avoir obtenu les mandats qu'elle sollicitait. La FRBTP, qui dit « avoir refusé ce chantage », annonce qu'elle « ne peut cosigner cet accord même si elle adhère à son contenu ». Pour Bernard Siriex, son président, « cette recommandation patronale s'inscrit dans une démarche responsable de l'ensemble des administrateurs ».

Joint tard hier soir par Le Quotidien, Jacky Balmine indique ne pas être surpris par la décision de la FRBTP. Il annonce également que la menace de grève est le-



Tous les salariés du BTP, que leur entreprise soit ou non adhérente d'un syndicat, bénéficieront d'une augmentation de 2,2% une fois l'accord étendu par le ministère du Travail. (Photo Emmanuel Grandin)

vé... pour l'instant en tout cas. La suite dépendra de l'attitude de la FRBTP : « Ce qui me gêne dans son communiqué, c'est qu'elle ne dit pas si elle va s'opposer à l'extension de l'accord ».

Les entreprises locales de BTP, qu'elles soient syndiquées ou non,

auront l'obligation d'appliquer l'augmentation de 2,2% une fois l'accord étendu par le ministère du Travail. Cela prend en général six mois après la signature, parfois plus. En 2018, il avait fallu patienter neuf mois.

Cédric BOULLAND



Bernard Siriex, président de la FRBTP. (Photo David Chane)

TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT-DENIS

DLC veut être indemnisé pour son marché résilié

DLC construction a saisi le juge des référés du tribunal de commerce de Saint-Denis dans le conflit qui l'oppose à la Sodiac pour le marché résilié de la Cour Kerveguen, au Chaudron. L'entreprise sollicite une expertise destinée à appuyer une demande de dommages et intérêts devant le juge du fond. Décision le 24 avril pour la première procédure.

DLC construction a perdu toutes les manches précédentes mais l'entreprise ne lâche pas l'affaire dans la bataille judiciaire qui l'oppose à la Sodiac. Attributaire pour 8,6M€ du marché de gros œuvre de construction de la Cour Kerveguen, un ensemble de deux immeubles de bureaux de 10 000 m² séparés par un patio dans la zone industrielle du Chaudron, DLC l'a perdu en juillet 2017.

Paroi de confortement effondrée

La Sodiac, le propriétaire du terrain depuis 2011, l'a résilié au motif que l'entreprise n'avait pas respecté ce qui lui était demandé. Après avoir tenté sans succès

de récupérer son contrat, DLC a changé son fusil d'épaule. Au motif d'une résiliation « abusive et infondée », la société vient de saisir le juge du fond en vue d'obtenir des dommages et intérêts. Pour appuyer son dossier, elle sollicite une expertise judiciaire devant le juge des référés. Le dossier a été plaqué hier. DLC a mis en cause la Sodiac mais également d'autres prestataires intervenus sur le chantier.

Selon DLC, le chantier en question s'est passé « dans des conditions ubuesques » avec des « très gros problèmes techniques dès le début liés au sol ». Le dernier en date en septembre 2018 avec l'effondrement d'une paroi de confortement ayant libéré 600 mètres cubes de matériaux, heureusement un week-end et donc sans faire de

victime. Pour l'avocate de DLC, les premiers effondrements ont entraîné des retards dans l'exécution de la mission de l'entreprise. Et elle entend l'imputer à ceux qui ont réalisé les études de sols.

De l'autre côté de la barre, l'avocate de la Sodiac revient sur les raisons qui ont conduit à la résiliation du marché : « lorsque nous avons découvert que les fondations existantes pouvaient remettre en cause le projet, nous avons demandé à DLC de nous transmettre une fiche de travaux modificatifs. L'entreprise a proposé une solution de confortement, s'est entêtée et a refusé d'exécuter ses obligations contractuelles. Après une mise en demeure non suivie d'effets, la Sodiac n'a pas eu d'autre choix que de résilier le marché pour faute. Il a depuis été relancé

et est en cours d'exécution ». C'est la Sogea qui a été retenue.

« Guérilla judiciaire »

Pour la Sodiac, « la résiliation est due uniquement à la carence de DLC et non à un problème de sécurité au niveau des sols ». Il convient donc selon son avocate de rejeter la demande d'expertise formulée par l'entreprise. Tous les autres intervenants forcés (bureau d'études, organisme d'inspection...) ont demandé à être mis hors de cause, l'un d'eux ne comprenant pas d'être mêlé à cette « guérilla judiciaire ». Le juge des référés du tribunal de commerce de Saint-Denis rendra sa décision le 24 avril.

Cédric BOULLAND



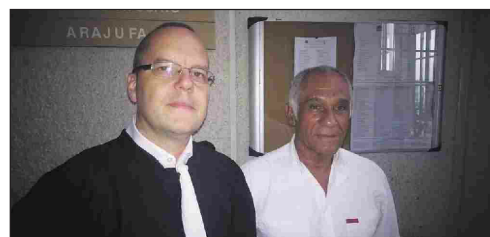
Le chantier de la Cour Kerveguen se poursuit, au Chaudron. La Sogea a remplacé DLC pour la réalisation du gros œuvre. (Photo David Chane)

La Somip a présenté son plan de continuation

Un an et quatre mois après son placement en redressement judiciaire, la Somip (Société de maintenance industrielle et portuaire) est enfin parvenue à présenter un plan de continuation, hier. Le tribunal de commerce l'a circularisé, c'est-à-dire qu'il a ouvert la phase de consultation des créanciers. Les juges se prononceront de manière définitive le 22 mai.

Dettes nouvelles à rembourser

L'entreprise employant 19 personnes prévoit de rembourser ses dettes de 600 000 euros vis-à-vis de la Caisse générale de sécurité sociale sur une durée de dix ans.



verser 400 000 euros à des anciens salariés par les Prud'hommes. Si tout n'a pas été rose ces derniers mois, Yves Gence, le dirigeant, et son avocat, Maître Richard, se disaient confiants, hier. Favorable à une liquidation en fin d'année der-

nière, l'administrateur judiciaire, Maître Baron, a apporté son soutien au plan proposé. Même chose pour le mandataire judiciaire avec un petit bémol : d'ici à la validation définitive du plan, la Somip doit rembourser les dettes nouvelles

Gilets jaunes : un mois sans activité

La COR (Coopérative ouvrière de la Réunion) lui propose un emploi.

généralisées au cours de la procédure, chose interdite sous peine de basculer en liquidation. Pas un souci selon Yves Gence : « la somme a déjà été provisionnée ». Autre obstacle à surmonter pour l'entreprise aujourd'hui spécialisée dans la réparation pour les bateaux de pêche et de la Marine nationale après avoir perdu le marché de la maintenance des portiques en 2012 : elle doit déménager. Le Grand port maritime a obtenu gain de cause en appel concernant son expulsion.

Ces derniers mois n'ont pas été simples pour la Somip, plus précisément le conflit des Gilets jaunes. « Avec la fermeture du port, nous n'avons pas travaillé pendant un mois, nous avons pris un sacré coup, regrette le dirigeant. Un conteneur de désamiantage qui devait partir est resté bloqué. Il y en avait pour 116 000 euros ».

Bonne nouvelle quand même : la CGSS a remis à la Somip son attestation de régularité qui lui a permis de répondre au nouveau marché pluriannuel de la Marine

GROS PLAN

LA CGSS ASSIGNE ENCORE

Quatre entreprises étaient assignées en redressement judiciaire, hier, par la Caisse générale de sécurité sociale au motif qu'elles ne sont pas à jour de leurs dettes sociales. Parmi ces professionnels de petite taille (moins de 5 salariés), deux ont obtenu le renvoi à une audience ultérieure mais deux autres dossiers ont été examinés : un magasin de cadeaux (Kosmopolite) et une boulangerie-pâtisserie (l'Alexandra).